



Comité économique et social européen

# «La non-Europe»: Le coût de l'inachèvement de l'intégration européenne

*«Contrairement aux idées démagogiques véhiculées par certains courants politiques dans de nombreux pays de l'UE, les difficultés économiques actuelles ne sont pas liées aux "excès des eurocrates bruxellois" mais justement au caractère fondamentalement inachevé de la construction européenne.»*

**Georgios Dassis, rapporteur, avis du CESE «Pour une analyse actualisée du coût de la non-Europe»**

## Introduction

Dans le débat sur la manière de résoudre la crise qui frappe l'Union européenne et la zone euro, certaines voix alarmistes mettent en garde contre l'effondrement de l'ensemble du projet européen, tandis que quelques commentateurs s'arrêtent pour se demander où en seraient les Européens aujourd'hui sans l'UE, s'ils vivaient dans 27 pays différents et en concurrence avec 27 ensembles de normes et de politiques.

Quels sont les critères disponibles pour démontrer que les Européens s'en sortent mieux que les autres grâce aux avantages que leur a déjà procurés l'UE, et qu'une intégration européenne renforcée est la solution la plus sensée et viable? Comment mesurer le coût de la «non-Europe» aujourd'hui et à l'avenir?

Ces dernières années, le Comité économique et social européen a activement traité ces questions, invitant instamment les institutions européennes à faire une évaluation solide, fondée non seulement sur des facteurs économiques mais aussi sur une vaste analyse du bien-être des personnes à travers l'Europe.

## Politique de l'Union européenne

En 1988, l'économiste italien Paolo Cecchini a mené une étude pour le compte de la Commission européenne sur le coût de la non-Europe concernant le marché unique. Il a conclu que la suppression des barrières commerciales permettrait d'accroître le PIB de 4,5 à 7% et de créer 2 à 5 millions d'emplois. Cela a joué un rôle décisif dans la mise en œuvre d'une union économique et monétaire.

Un quart de siècle plus tard, la question du coût d'un projet d'intégration inachevé est de nouveau à l'ordre du jour, car c'est non seulement une question importante dans la conception d'une issue à la crise financière, mais aussi cruciale dans le cadre de la stratégie Europe 2020 pour la croissance et l'emploi, et de l'accord sur le nouveau budget pluriannuel de l'UE 2014-2020.

En décembre 2010, le Parlement européen a décidé de réaliser une nouvelle étude exhaustive. Un consortium dirigé par la London School of Economics élabore actuellement le rapport en question. La Commission aussi a prévu un ambitieux projet de recherche sur ce sujet. Les résultats de ces analyses étayeront l'élaboration du prochain Acte pour le marché unique II.

*«L'Union européenne, malgré des réussites marquantes et un rayonnement grandissant, n'en finit pas de douter et de faire douter d'elle-même.»*

**Henri Malosse, président du sous-comité sur le coût de la non-Europe**

## La position du Comité économique et social européen

Le CESE est d'avis que l'Union européenne détient les clés de la reprise économique, et il exhorte les leaders européens à restaurer la confiance en l'UE grâce à une intégration politique et économique et à une solidarité plus fortes. Dans son nouvel avis, «Pour une analyse actualisée du coût de la non-Europe», le CESE demande à la Commission de faire une estimation qui aille au-delà du marché unique, pour évaluer quel serait le prix de l'inachèvement de l'union économique et monétaire. Le CESE estime que «ces coûts sont déjà extrêmement élevés et pourraient s'alourdir plus encore si rien n'est fait». Il invite instamment à adopter une approche différente de la question, en examinant dans quelle mesure une intégration renforcée peut maximiser les bénéfices pour les citoyens dans différents domaines et aider l'Europe à relever les défis de la mondialisation.

Selon le CESE, la valeur ajoutée de l'unité européenne ne peut pas uniquement se traduire en statistiques financières. Les actions et les dépenses au niveau de l'UE devraient non seulement être plus rentables mais aussi produire plus de bénéfices pour les sociétés que les efforts consentis au niveau national. La dimension européenne peut contribuer à utiliser plus efficacement les moyens des États membres et à réduire les coûts globaux grâce à une mutualisation des ressources et à la réalisation d'économies d'échelle, en offrant des services que les pays ou les régions ne seraient pas en mesure d'offrir individuellement.

Dans un avis de 2010 sur la «Méthode communautaire» de gouvernance, le CESE a attiré l'attention sur d'autres caractéristiques positives de l'intégration européenne, y compris un débat ouvert et démocratique associant la société civile et un suivi efficace des décisions.

### Réduire les dépenses à tous les niveaux

Le nouvel avis souligne un ensemble de domaines dans lesquels l'absence d'une véritable union économique et politique et d'une mutualisation des dépenses constitue un gaspillage d'argent et empêche l'Europe de développer ses capacités concurrentielles sur le plan mondial. Il s'agit de la défense, la diplomatie, les douanes, les garde-frontières, la protection civile, la lutte contre la fraude et le crime organisé, l'énergie, la protection de l'environnement, la recherche et développement, la politique sociale et la fiscalité. «La réduction des coûts dans tous ces domaines... est une pure question de volonté.»

Pour ne prendre que l'exemple de l'approvisionnement énergétique, la création d'un réseau européen capable d'exploiter les sources d'énergie naturelles, telles que l'énergie éolienne ou marémotrice au Royaume-Uni et l'énergie solaire en Espagne, pourrait permettre de réduire

la note des consommateurs européens de quelque 110 milliards d'euros d'ici 2020.

Les budgets cumulés de défense des États européens s'élevaient à près de 200 milliards d'euros en 2010 et pourtant, de l'avis d'experts, les capacités en la matière restent «fragmentées et généralement peu efficaces». Une véritable coopération en la matière permettrait d'économiser jusqu'à 13 milliards d'euros.

En ce qui concerne la politique sociale, le CESE insiste sur le fait qu'une plus grande convergence est nécessaire pour «éviter que l'aggravation des déséquilibres sociaux ainsi que la croissance généralisée de la pauvreté finisse par produire des entraves sérieuses à une croissance économique significative, équilibrée et durable.»

### Une réponse à l'austérité

Actuellement, les divisions se creusent sous l'effet de la pression exercée sur certains États membres pour les amener à réduire leur dette, souvent par le biais de mesures d'austérité sévères. «Comment le faire sans sacrifier la croissance que les marchés financiers exigent par ailleurs?» se demande le CESE. Pour éviter de sombrer dans une «spirale dépressive» conduisant à la pauvreté et à la misère, l'Europe doit mutualiser davantage les dépenses au niveau européen et conduire des politiques plus ambitieuses.

«Cela permettrait à l'Union d'amorcer un cercle vertueux de croissance, de se forger une identité économique, industrielle et technologique forte dans la mondialisation et de défendre notre modèle social qui a largement fait de l'Europe ce qu'elle est aujourd'hui.»

Le CESE demande à la Commission d'estimer les coûts de la non-Europe dans tous les secteurs, et de leur impact sur l'emploi et la croissance, et de les inclure dans la Stratégie UE 2020, avec des données fondées sur des éléments factuels, un plan d'action, des objectifs chiffrés de réduction des dépenses inutiles et une évaluation systématique de son avancement.

Il n'est guère opportun de parler de disparition de l'Europe, car l'Union reste un chantier en cours, doté d'un potentiel largement inexploité. La chancelière allemande, Angela Merkel, a parlé d'une plus grande solidarité en compensation d'une souveraineté nationale réduite. Les États membres de l'UE sont à la croisée des chemins, et le moment est venu de prendre une décision courageuse pour achever le projet d'intégration européen.

### Pour en savoir plus

Comité économique et social européen:  
<http://www.eesc.europa.eu>

**«Messieurs les décideurs, agissez. Les citoyens aspirent à la paix et à la dignité. Faites valoir le formidable potentiel que représentent ensemble les 500 millions d'Européens. Vous n'avez pas le droit de les décevoir.»**

**Henri Malosse**